

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°121 – Semaine du 22 juin 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINÉ

Salaire brut annuel moyen dans la région nordique en 2025

66 426 €

Dans son *Taxing Wages Report 2026*, l'OCDE consolide le salaire brut annuel moyen dans chacun des pays membres de l'organisation (hors secteur public et agriculture) en 2025. L'Islande se positionne au 2^e rang du classement européen (85 950€), suivie par le Danemark (4^e, 71 961€) et la Norvège (6^e, 68 420 €). La Finlande et la Suède sont 12^e (55 462€) et 13^e (50 338€) respectivement, et se maintiennent au-dessus de la moyenne européenne des pays de l'OCDE, laquelle s'établit à 47 546€ en 2025. La France se situe au 14^e rang avec un salaire annuel brut moyen de 45 964€.

Source : [OCDE, Rapport sur les impôts sur les salaires, 2026](#).

Pays nordiques

Le Conseil nordique appelle à élaborer une stratégie de sécurité énergétique commune. Dans son rapport sur la sécurité du système énergétique nordique, visant à renforcer la résilience face aux cyberattaques et aux perturbations des infrastructures critiques, le Conseil des ministres nordiques reconnaît la forte intégration du marché nordique, mais suggère notamment de mieux coordonner les raccordements des nouveaux grands consommateurs face à une demande d'électricité en forte hausse dans la zone, et de constituer des stocks accrus de composants critiques en préparation de crises. Il souligne que les actifs énergétiques critiques en Arctique et en mer Baltique pourraient être exposés à des menaces

russes en l'absence de stratégie nordique commune et claire.

Norwegian Airlines acquiert Nordic Leisure Travel Group pour 720 M€.

La compagnie aérienne norvégienne a conclu un accord avec *Strawberry*, le groupe hôtelier et touristique scandinave contrôlé par l'entrepreneur norvégien Petter Stordalen, ainsi qu'avec les fonds de capital-investissement Altor (Suède) et TDR Capital (Royaume-Uni), en vue du rachat de *Nordic Leisure Travel Group* (NLTG), principal concurrent de l'allemand TUI sur les marchés nordiques. A l'issue de la transaction, Strawberry et Altor détiendront chacun 8,9% du capital du groupe combiné.

Danemark

Selon les nouvelles prévisions économiques publiées cette semaine par le gouvernement, la croissance du PIB danois devrait atteindre 2,7% en 2026, avant de ralentir à 1,6% en 2027, après une progression estimée à 2,9% en 2025. Les prévisions de croissance anticipent une contribution significative de l'industrie pharmaceutique. Parallèlement, la consommation publique et les investissements publics devraient contribuer à la croissance de la demande intérieure. S'agissant de l'inflation, elle devrait augmenter pour le troisième mois consécutif (+1,9% en mai en glissement annuel). L'inflation sous-jacente a atteint 2,1% en mai, contre 1,6% en avril. Contrairement aux évolutions observées jusqu'alors, les prix des denrées alimentaires ont baissé de -1,3% au mois de mai par rapport au mois d'avril.

La Banque centrale danoise s'aligne sur la Banque centrale européenne (BCE) et relève ses taux d'intérêt de 0,25 point de pourcentage. La couronne danoise est arrimée à l'euro : elle participe au mécanisme de taux de change européen ERM II (MCE II) et est maintenue à un taux central fixe vis-à-vis de l'euro, avec une très faible marge de fluctuation autour de cette parité. Dans la foulée de la décision de la BCE de relever ses taux d'un quart de point, la Banque centrale danoise a indiqué procéder de même. Le taux des comptes courants et le taux applicable aux certificats de dépôt s'élèvent désormais à 1,85%, le taux des facilités de prêt à 2,00% et le taux d'escompte à 1,85%.

Les exportations danoises ont progressé de 0,4% en avril, tandis que les importations ont diminué de 0,4%. Les exportations vers les Etats-

Unis et l'Allemagne ont baissé au cours des trois derniers mois. La Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*) met en garde contre les conséquences à long terme des crises, des droits de douane et des faibles signes de croissance sur les entreprises danoises.

Le Conseil pour le climat (*Klimarådet*) et le *think-tank* Concito estiment que l'atteinte de l'objectif climatique 2030 du Danemark est compromise. Selon le rapport annuel d'état des lieux et de prévision des réductions d'émissions de CO₂ (KF26) mis en consultation publique par le ministère mi-mai, le Danemark devrait atteindre son objectif climatique 2030 (70% de réduction de ses émissions en 2030 par rapport à 1990) avec une marge de 0,4 millions de tonnes (Mt) d'équivalent CO₂. Toutefois, le Conseil pour le climat estime que les prévisions sont trop optimistes à plusieurs égards (gel de terres agricoles riches en carbone, afforestation, fuite de méthane provenant des installations de biogaz...) et que les émissions seront probablement plus élevées que ne le prévoient les projections. Le *think-tank* Concito estime de son côté que la probabilité est très faible pour le Danemark d'atteindre l'objectif climatique 2030 avec la politique actuelle, et au regard des incertitudes liées à chaque levier de réduction. L'année dernière, le *think-tank* avait évalué cette probabilité à 20%. Selon ses calculs, il faudrait trouver des réductions supplémentaires d'un total de 3,3 Mt CO₂e pour avoir 50% de chances d'atteindre l'objectif fixé pour 2030. Tant le Conseil pour le Climat que Concito recommandent au gouvernement d'aborder, à l'avenir, les incertitudes concernant les prévisions d'émissions de manière plus ciblée et plus systématique.

L'aide d'État accordée à Aalborg Portland dans le cadre du dernier appel d'offres sur le CCS s'élève à 16,4 Md DKK (2,2 Md€).

Jusqu'ici confidentiel, le montant du soutien a été publié à la suite de la signature du contrat par l'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) et Aalborg Portland. Pour mémoire, le contrat porte sur le captage et le stockage de 1,25 Mt de CO₂ annuellement d'ici 2030 sur une période de 15 ans. Il s'agit du plus grand projet CCS au Danemark à ce jour, porté par le plus grand émetteur du pays (4% des émissions nationales). Aalborg Portland bénéficiera d'un soutien de 874,75 DKK (117 €) par tonne de CO₂ stocké. Un total de 28,7 Md DKK (3,8 Md€) avait été dédié à cet appel d'offres dont l'ambition était d'atteindre 2,3 Mt de CO₂ stocké annuellement. L'Agence de l'Énergie n'avait reçu que deux offres, et Aalborg Portland sera le seul bénéficiaire de l'aide publique.

Le principal opérateur de ferries danois vise l'électrification de sa flotte pour 2030.

L'opérateur de ferries Molslinjen continue l'électrification de ses liaisons maritimes intérieures. A l'exception de Bornholm, l'opérateur annonce pouvoir électrifier toutes ses lignes d'ici 2030. Les 4 Md DKK investis (540 M€) dans trois nouveaux catamarans électriques et dans les infrastructures de recharge sur les ports d'Aarhus et d'Odden, participeront à la diminution des coûts d'exploitation ainsi que des émissions directes de GES. L'entreprise estime pouvoir réduire ses émissions de 132 000 tCO₂ par an. Cette transition est rendue possible grâce aux avancées technologiques récentes concernant les batteries. Le principal obstacle reste à ce jour l'accès à la puissance électrique.

La Banque centrale du Danemark s'inquiète de la hausse des prix de l'immobilier dans la capitale.

Dans son dernier rapport, l'institution met en avant la flambée des prix de l'immobilier à Copenhague. Elle constate en particulier une hausse très importante des prix des appartements comparée à celle des salaires (+40% en deux ans), ainsi qu'un phénomène de propagation de la hausse des prix aux communes environnantes. Elle manifeste son inquiétude quant à la création d'une nouvelle bulle immobilière. En réaction, les rapporteurs appellent donc les décideurs politiques à ne pas alléger la réglementation sur les emprunts pour éviter de tendre davantage le marché. Le nouveau gouvernement a, quant à lui, annoncé élaborer un plan logement 2030 (*Boligplan 2030*) afin d'apporter davantage de leviers à la municipalité de Copenhague pour la production d'une offre de logements plus diversifiée. Ce plan prévoit notamment une accélération des procédures pour les dossiers de construction, la conversion plus facile de locaux en logements ou encore la mise en place de nouveaux quotas sur les logements sociaux et pour les logements en accession à la propriété. La maire de Copenhague, Sisse Marie Weling, souligne cependant que la résolution de cette crise du logement prendra au moins une décennie.

Finlande

Le ministère des Finances et la Banque de Finlande prévoient une croissance du PIB modérée pour 2026, respectivement à +0,8% et +0,7%.

Le ministère des Finances réhausse sa prévision de 0,2 p.p. par rapport aux estimations d'avril, et la Banque de Finlande de 0,1 p.p. La croissance est freinée par une forte incertitude et par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les rebonds plus importants prévus en 2027 et 2028 devraient être soutenus par la consommation privée (malgré un chômage élevé), la dynamique des exportations ainsi que la hausse des investissements dans les centres de données, la transition énergétique et la défense.

La Finlande a revu à la hausse les chiffres de la croissance économique pour 2025, qui s'établit désormais à 0,8 % du PIB.

Cette correction fait suite à une révision statistique : la précédente estimation tablait sur une progression du PIB de seulement +0,2 %.

Le chômage devrait rester élevé.

Selon le ministère des Finances, le marché du travail devrait demeurer atone en 2026, du fait de la baisse des contrats à durée indéterminée. Le taux de chômage devrait croître pour s'établir à 10,4%.

L'inflation s'est établie à 2,1% en mai.

La hausse était de 1,5% en avril en glissement mensuel. Elle est alimentée principalement par la hausse des prix des carburants. L'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) est restée contenue à +1,3%.

Les exportations finlandaises de services ont triplé en 20 ans.

La Finlande a exporté pour 37 Md€ de services en 2025. Sur la même période, les exportations de biens ont stagné. Les exportations de services représentent désormais un tiers des exportations totales du pays, portées par le secteur des TIC.

Les exportations finlandaises de matériel de défense ont enregistré un bond de 241% en 2025.

La valeur totale des exportations a atteint le niveau record de 702 M€. Les trois principales destinations ont été la Suède (182 M€), le Japon (107 M€) et la Lettonie (81 M€).

La startup Iceye devient la troisième décacorne finlandaise après une nouvelle levée de fonds.

Le spécialiste des microsattellites voit sa valorisation dépasser 10 Md€ après avoir bouclé une levée de fonds de 450 M€ auprès d'investisseurs de premier plan dont le fonds souverain du Qatar (QIA) et Nokia. L'État finlandais conserve 12% du capital et les investisseurs institutionnels nationaux demeurent les premiers actionnaires avec environ 17% des parts.

En 2026, les dépenses de prestations sociales de la caisse nationale Kela devraient atteindre 18,1 Md€.

Cela représente une augmentation de plus de 3% par rapport aux 17,5 Md€ enregistrés en 2025. Cette progression est notamment portée par les allocations chômage, qui augmentent de 322 M€ cette année pour s'établir à 2,4 Md€.

Le marché immobilier finlandais traverse une crise sans précédent.

En mai, la Fédération du secteur de la construction a recensé 3 771 ventes de logements anciens et 76 d'appartements neufs, signant le plus bas niveau observé depuis 2002.

**L'agence publique de financement
Finnvera déploie un plan d'1 Md€
pour la période 2026-2027.**

Ce programme soutiendra des projets à long terme de PME, ETI et grandes entreprises, et vise à mobiliser des investissements à l'échelle industrielle de plus de 100 millions d'euros en Finlande, en coopération avec Finnvera, Tesi et Business Finland.

**Le groupe Kesko acquiert Dahl, la
filiale nordique de Saint Gobain,
pour 1,5 Md€.**

Sont concernées par la transaction les activités en Suède, en Norvège et au Danemark, où Dahl a réalisé un chiffre d'affaires annuel de plus de 2 Md€ et emploie 2700 personnes. Les actifs en Finlande sont exclus en raison de la position forte de Kesko sur son marché. Spécialisé dans la grande distribution, Kesko réalise ainsi la plus grande acquisition de son histoire.

Islande

Le FMI met en garde contre le risque d'un ralentissement économique de l'Islande.

Dans le cadre de ses conclusions de la mission en Islande en mai et juin 2026, préalable à la publication du rapport annuel Article IV, le FMI alerte sur le risque que le taux d'inflation reste supérieur à la croissance dans les prochaines années. Selon ses prévisions, la croissance du PIB islandais resterait modérée (1,8% en 2026 et 2,1% en 2027, soit respectivement 0,2 et 0.3 p.p. de plus que l'estimation la plus récente de la Banque centrale islandaise - BCI), tandis que l'inflation resterait élevée (5,2% en 2026, 3,2% en 2027). Le FMI recommande notamment de (i) renforcer la politique d'achat de devises afin d'améliorer la résistance de l'économie face aux chocs extérieurs dans un environnement géopolitique incertain, (ii) prendre davantage de mesures génératrices de recettes sur le plan budgétaire, (iii) ne pas prolonger la politique de réduction de la TVA sur le carburant (mesure prise suite au conflit au Moyen-Orient, en vigueur du 1er mai au 31 août 2026), (iv) recommande à la BCI de continuer de mener une politique monétaire restrictive afin de garantir la résolution durable de l'inflation. L'analyse du FMI indique toutefois que les prévisions d'inflation sont compatibles avec une baisse progressive et prudente du taux d'intérêt directeur au fil du temps. Concernant les prévisions d'inflation à court terme par les grandes banques islandaises, *Landsbankinn* prévoit que l'inflation restera stable en juin puis augmentera dans les mois à venir, tandis qu'*Arion Bank* et la société *Jakobsson Capital* s'attendent à ce que l'inflation tombe sous la barre des 5%.

Le Parlement a adopté le plan budgétaire 2027-2031, sans déficit prévu pour 2027.

L'*Althingi* a adopté le plan budgétaire pluriannuel avec 31 voix contre 20. Le gouvernement maintient son objectif de ramener les finances publiques à l'équilibre, voire à un léger excédent, dès 2027, ce qui constituerait le premier solde

positif des comptes publics depuis 2018. Le plan repose toutefois sur des hypothèses économiques désormais fragilisées par les dernières prévisions de la BCI et du FMI, qui misent sur une croissance plus faible qu'anticipée. L'opposition a critiqué le texte, estimant que ses fondements économiques étaient déjà dépassés et que l'objectif d'un budget équilibré l'an prochain était irréaliste. Le président de la Fédération des industries islandaises considère également que le gouvernement ne prend pas au sérieux la détérioration de la conjoncture économique. La majorité parlementaire estime que les ajustements nécessaires pourront être intégrés dans le projet de loi de finances pour 2027. Selon certains parlementaires, le déficit public pourrait se situer entre 16 et 22 Md ISK (110 à 150 M€) l'an prochain.

Les denrées alimentaires en Islande sont en moyenne 55% plus chères que dans l'UE.

Selon l'Autorité islandaise de la concurrence, l'Islande est le deuxième pays européen où les denrées alimentaires sont les plus chères, après la Suisse. Dans ce contexte, l'Association des entreprises agricoles islandaises estime nécessaire une réduction de la TVA sur ces produits.

Les prix de l'immobilier en baisse.

Le dernier rapport de l'Office du Logement et de la Construction (HMS) indique que les prix de l'immobilier en Islande continuent de baisser d'année en année. En prenant en compte l'inflation, ils devraient chuter de 4% cette année, après une baisse de 4,22% en 2025.

Les investissements en Islande pourraient diminuer en 2026.

Selon les prévisions d'*Islandsbanki*, les investissements en Islande diminueraient de 3,8% cette année, après 5 années d'augmentation. La hausse des investissements publics ne suffirait pas à compenser la baisse des investissements des entreprises et des particuliers.

Norvège

Conséquences de la possible réouverture du détroit d'Ormuz.

Compte tenu de l'évolution des discussions entre les États-Unis et l'Iran, la perspective d'une possible réouverture rapide du détroit d'Ormuz devient plus probable et les valeurs pétrolières ont, en conséquence, chuté lundi 15 juin à la bourse d'Oslo. Equinor a enregistré une baisse de 6,6%, Aker BP de 6,73% et Vår Energi de 7,27%. Le secteur du transport maritime devrait, par contre, bénéficier de cette réouverture, une vingtaine de navires norvégiens étant toujours bloqués dans la région. Les professionnels du transport maritime, comme l'armateur Hoegh Autoliners, restent prudents en estimant qu'un retour à la normale pourrait prendre plusieurs mois.

Annnonce d'une hausse des droits de douane à 12,5% pour les importations norvégiennes aux États-Unis.

Le 2 juin 2026, les États-Unis ont annoncé l'application de droits de douane supplémentaires, à hauteur de 12,5%, contre 10% auparavant, sur les importations en provenance de la Norvège et de 59 autres pays. La raison avancée par le représentant américain au commerce est que ces soixante pays ne sont pas assez engagés dans la lutte contre les produits issus du travail forcé et que cela constitue une entrave ou une restriction au commerce américain. Le Ministre des affaires étrangères Espen Barth Eide a affirmé qu'il souhaitait contester cette décision en raison d'une différence de traitement avec l'UE dont les droits de douane restent à 10%.

Le gouvernement norvégien vise à augmenter ses dépenses militaires de 10,4 Md€ d'ici 2036.

Le 27 mars, le gouvernement norvégien a présenté au Parlement une révision de la loi de programmation militaire 2025-2036 (*Forsvarsløftet*) votée le 11 juin 2024. Cette révision adapte le plan de défense à un monde plus instable et un contexte sécuritaire plus complexe. Le gouvernement propose un total de 10,4 Md€

supplémentaires d'ici 2036, dont 2,8 Md€ d'ici 2030, au cadre financier des forces armées. Il introduit également une extension de la durée du plan jusqu'en 2040, l'accélération du développement de la brigade du Finnmark, de l'acquisition des sous-marins et des frégates, davantage de munitions, de défense anti-drones et aérienne. Avec l'augmentation proposée, les dépenses de défense devraient atteindre 3,5% du PIB norvégien d'ici 2035, soit 2,2% du PIB hors aides à l'Ukraine.

Le Premier ministre Støre rappelle à Bruxelles que les hydrocarbures norvégiens sont une des clés de la sécurité énergétique de l'Europe.

Le 11 juin, lors d'un déplacement à Bruxelles, le Premier ministre norvégien, Jonas Gahr Støre, s'est entretenu avec la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le conseiller spécial de l'UE pour l'Arctique Jyrki Katainen et le Secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte. M. Støre a notamment rappelé que les hydrocarbures norvégiens étaient une des clés de la sécurité énergétique de l'Europe. L'UE envisage en effet d'introduire un moratoire sur le pétrole et le gaz issus de l'Arctique dans sa prochaine stratégie pour l'Arctique, auquel la Norvège s'oppose. Le Royaume a par ailleurs accepté de rejoindre *OceanEye*, un nouvel organisme en charge de la surveillance maritime.

Le Fonds souverain se positionne pour acheter des actions Space X, Open AI et Anthropic.

Le Fonds souverain entend renforcer sa participation dans le secteur de la *tech* américaine. Dans une tribune publiée le 5 juin, Trond Grande, directeur général adjoint du Fonds souverain norvégien, a fait part de son intérêt pour les introductions en bourse attendues de SpaceX, OpenAI et Anthropic. Ce dernier a confirmé que le *Norges Bank Investment Management* était en discussion avec SpaceX et qu'il étudiait actuellement cette opportunité d'investissement. Aucune décision n'a toutefois été officiellement annoncée. Les participations totales du

Fonds souverain dans les entreprises technologiques américaines s'élève déjà à 15,1% de l'encours total.

Le gouvernement lance KI Norge pour favoriser l'adoption de l'IA par les entreprises norvégiennes.

Le 12 juin, la ministre de la numérisation et de l'administration, Karianne Tung, a annoncé le lancement de *KI Norge*, pour une utilisation « innovante et responsable » de l'IA par les entreprises norvégiennes. *Kunstig Intelligens Norge* apportera des conseils aux entreprises sur les réglementations relatives à l'intelligence artificielle, l'identification des outils pertinents ainsi que la manière de monter des projets avec l'IA. Les cibles principales seront les petites et moyennes entreprises qui ont plus de difficultés à s'y adapter. Selon le baromètre des compétences de la Confédération des entreprises norvégiennes (NHO), près de la moitié de ses membres n'utilise pas l'IA en raison d'un manque de compétences.

La réalisation des objectifs de l'Accord de Paris se poursuit à un rythme plus lent, selon Equinor.

La compagnie norvégienne Equinor a publié, le 11 juin, son rapport annuel sur les perspectives en matière d'énergie, dans lequel elle affirme que les objectifs de l'Accord de Paris pour limiter le réchauffement climatique en-dessous des 2°, ne seraient pas atteignables. Le groupe souligne que les crises géopolitiques ayant entraîné des chocs énergétiques importants freinent la réalisation des objectifs climatiques par un basculement des priorités. Les émissions de CO2 n'ont reculé que de -1,2% en Norvège entre 2024 et 2025, selon l'Institut national de statistiques norvégien (SSB). L'industrie norvégienne a même émis davantage de CO2 que par le passé (+1,6% en 2025).

Le Parlement va réexaminer le montant des subventions en faveur du projet d'éolien offshore flottant Utsira Nord. La proposition de révision de l'aide publique de 3,16 Md€ pour le développement du projet éolien offshore Utsira Nord a été présentée le 5 juin par le

Parti conservateur et le Parti rouge. Certains parlementaires remettent en cause le fait de « dépenser autant dans un secteur non rentable en comparaison à l'industrie pétrolière et gazière ». Cette initiative met en lumière le débat sur l'affectation des subventions publiques. Pour mémoire, la procédure d'appel d'offres est en cours et oppose dans sa phase finale deux consortiums menés par Equinor et EDF.

Investissement du fonds français Eiffel Investment Group dans le solaire et les batteries en Norvège.

Le 12 juin, le fonds d'investissement français *Eiffel Investment Group* a annoncé l'acquisition de 50% d'un portefeuille d'actifs norvégien dans des projets d'énergie solaire et de batteries auprès du groupe suédois *Landinfra Energy*. L'accord couvre quatre projets, d'un montant total de 1 GW, qui permettront la création de 886 MW de parcs photovoltaïques et de 177 MW de systèmes intégrés de stockage d'énergie par batterie. La capacité sera installée dans la zone tarifaire NO1, située au sud-est du pays et englobant la capitale Oslo. L'investissement total d'Eiffel Investment Group annoncé serait de 350 M€.

Signature d'un contrat par Kongsberg pour la vente de missiles JSM aux Etats-Unis.

Le 8 juin, le groupe norvégien *Kongsberg* a signé un nouveau contrat avec les États-Unis pour un montant de 240 M€ sur la vente de *joint strike missiles (JSM)* à l'*US Air Force*. Ce contrat s'ajoute à une série d'accords conclus concernant le missile JSM pour une valeur totale de 630 M€. Le JSM, destiné à équiper les chasseurs F35 et co-développé avec *Raytheon*, constitue l'un des grands succès de l'industrie de défense norvégienne.

Suède

Le gouvernement confirme ses prévisions de croissance pour 2026. L'économie suédoise affiche une dynamique positive, alors que le consensus économique anticipait une contraction de -0,1% en glissement mensuel. En glissement annuel, la croissance s'est établie à 2,4% en avril. Le gouvernement suédois maintient les prévisions de croissance du PIB de mai pour 2026, à +2,3%, en ligne avec la révision à la baisse de l'Institut suédois de recherche économique publiée la veille (+2,2%) et légèrement supérieures aux prévisions du FMI (2%) et de l'OCDE (1,9%). Le gouvernement abaisse toutefois sa projection de croissance du PIB pour 2027, de +2,7% à 2,5%.

L'inflation en hausse de 1,5% en mai en glissement annuel. Selon *Statistics Sweden*, l'indice des prix à la consommation à taux d'intérêt constant (KPIF), principal indicateur suivi par la Banque de Suède, a progressé de 0,9% en mai par rapport au mois précédent. En rythme annuel, l'inflation s'est établie à 1,5%, un niveau légèrement supérieur aux prévisions du consensus qui tablait sur 1,2%. L'inflation sous-jacente, mesurée par le KPIF hors énergie (KPIF-XE), a atteint 0,5% en mai, après avoir été nulle en avril. La hausse des prix a principalement été alimentée par le renchérissement de l'électricité, des carburants et des voyages à l'étranger.

Le soutien à l'adoption de l'euro diminue en Suède. Selon *Statistics Sweden*, seuls 28,7% des Suédois étaient favorables à l'introduction de l'euro en mai 2026, contre 32% en mai 2025. L'opposition est elle aussi plus marquée : 52,1% des sondés auraient voté contre en 2026, en hausse de près de 6% par rapport à l'année dernière. Cette tendance s'inscrit dans un contexte de renforcement de la couronne suédoise par rapport aux principales devises internationales en 2025.

Le gouvernement annonce des exemptions au nouveau seuil de salaire applicable à l'immigration de travail. La réforme « Nouvelles réglementations sur l'immigration de travail », entrée en vigueur le 1^{er} juin, vise à durcir les conditions imposées à l'immigration de travail tout en améliorant le régime applicable aux travailleurs hautement qualifiés. Elle introduit également une exigence salariale fixée à 90% du salaire médian en Suède pour l'obtention d'un titre de séjour de travail. Toutefois, 27 catégories de métiers en tension, dont les salariés des *startups* des secteurs technologiques et des sciences du vivant, les jeunes diplômés et les réfugiés ukrainiens, seront finalement soumises à une exigence abaissée à 75% du salaire médian. En revanche, les auxiliaires de vie et les cueilleurs de baies forestières seront privés de la possibilité d'obtenir un permis de travail.

Stockholm est la 3^e ville européenne du *Global Tech Ecosystem Index 2026*. Le *Global Champions Index* classe 325 villes (129 européennes) à travers 77 pays dans le monde, en fonction de critères tels que le niveau d'investissements en capital-risque, les valorisations d'entreprises, le nombre de licornes et l'écosystème universitaire. 19^e à l'échelle mondiale, Stockholm obtient la 3^e place européenne, avec 36 licornes, derrière Londres (4^e, 137 licornes) et Paris (8^e, 56 licornes). Dans le secteur de l'IA, la capitale suédoise passe à la 13^{ème} position mondiale, et gagne 6 places par rapport à l'année précédente.

Seules 6 des 16 municipalités ciblées par l'accueil de nouveaux réacteurs nucléaires y sont favorables. Selon une enquête du quotidien *Dagens Industri*, sur les 16 municipalités ayant reçu un soutien public ou ayant signé des lettres d'intention avec des acteurs de l'industrie en vue d'accueillir une future installation nucléaire, seules 6 se

sont prononcées favorablement. Six autres n'ont pas encore pris position, tandis que 4 ont abandonné le projet ou font face à des dissensions politiques internes. Ce sondage intervient dans un contexte de forte impulsion gouvernementale avec pour objectif la construction de 2,5 GW de capacité d'ici 2035. En février 2026, le gouvernement a présenté plusieurs propositions visant à faciliter l'implantation de nouvelles centrales, dont l'ouverture de sites côtiers supplémentaires et un soutien financier accru aux communes pour leurs études préalables. La loi exige toutefois que chaque commune approuve à la fois le plan d'implantation et la demande de construction avant que le gouvernement puisse autoriser une installation nucléaire.

Infravia, via le fonds *Critical Metals Fund*, entre au capital de la mine de cuivre de *Viscaria*.

Le fonds français *Critical Metals Fund* devient, à l'issue d'une augmentation de capital réservée de 160 M€, le deuxième actionnaire de *Viscaria* en investissant entre 37 et 55 M€, aux côtés de l'actionnaire principal et fondateur d'EQT Thomas von Koch, dont la participation est portée à près de 20%. La société avait déjà levé 340 M€, mais des fonds supplémentaires étaient nécessaires pour mener à terme le projet de réouverture d'une mine de cuivre à Kiruna d'ici 2028. Le *Critical Metals Fund* est géré par la société française de capital-investissement Infravia, spécialisée dans les grands projets d'infrastructures, et se distingue du reste des activités d'Infravia, car l'Etat français assure la moitié de son financement, dans le cadre de la stratégie française sur les matières premières critiques.

La Direction générale de l'Armement française commande le système antichar portable NLAW de *Saab*.

Le contrat porte sur des lanceurs NLAW (*Next Generation Light Anti-tank Weapon*) ainsi que des équipements d'entraînement. Le système NLAW est déjà utilisé par plusieurs pays européens, dont le Royaume-Uni, la Suède et la Finlande. Les livraisons sont prévues entre 2026 et 2030.

***Saab* entre au capital du français**

***Comand AI*.** Dans le cadre d'une levée de fonds de plusieurs dizaines de millions d'euros menée par le fonds britannique Blossom, le géant suédois du secteur de la défense investit 11,1 M€ dans un spécialiste des systèmes de commandement par intelligence artificielle français, et scelle un partenariat industriel avec cette startup. Les technologies de *Comand AI* ont déjà été éprouvées dans différents centres de commandement en Ukraine. *Saab* et *Comand AI* envisagent de coopérer sur de nouvelles capacités autour du GlobalEye (avion de surveillance), associées aux systèmes dronisés, aux bulles de connectivité et aux systèmes de commandement.

Les véhicules électriques atteignent 40% des ventes de voitures neuves au premier trimestre 2026.

Selon l'ONG suédoise *Power Circle*, ce taux devrait atteindre 50% en 2027 puis 98% d'ici 2034. La Suède reste en retard vis-à-vis des autres pays nordiques en termes de ventes de véhicules 100% électriques, une situation attribuée en partie à la suppression du bonus à l'achat en 2022, partiellement rétablie sous forme d'une prime ciblée en mars 2026. Pour accélérer l'électrification, le directeur général du 2030-*Sekretariatet*, Mattias Goldmann, plaide pour l'introduction d'un système de bonus-malus inspiré du modèle français.

***Scania* abandonne son objectif de 50% de camions électriques vendus d'ici 2030.**

Le constructeur suédois de poids lourds estime disposer des capacités de production, mais pointe le manque d'infrastructures de recharge et d'incitations pour développer le marché. Son PDG, Christian Levin, critique en particulier le report du système ETS 2 au niveau européen, qui doit contraindre le secteur des transports à payer pour ses émissions, ainsi que la réduction de la taxe sur les carburants décidée en Suède. Les camions électriques ne représentent aujourd'hui qu'environ 1% des ventes de *Scania*.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance annuels et trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 <i>(moyenne annuelle)</i>	2023 <i>(moyenne annuelle)</i>	2024 <i>(moyenne annuelle)</i>	2025 <i>(moyenne annuelle)</i>	T1 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5	-0,2
Danemark	0,4	0,6	3,5	2,9	1,9
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,8	0,9
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1	0,4
<i>dont PIB continental</i>	4,3	0,7	0,6	1,8	0,2
Islande	9	5,6	-0,7	1,3	3,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statische](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation annuels (en glissement annuel)² :

	2022 <i>(moyenne annuelle)</i>	2023 <i>(moyenne annuelle)</i>	2024 <i>(moyenne annuelle)</i>	2025 <i>(moyenne annuelle)</i>	T1 2026
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7	0,50
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9	0,90
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3	0,59
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1	3,31
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1	5,25

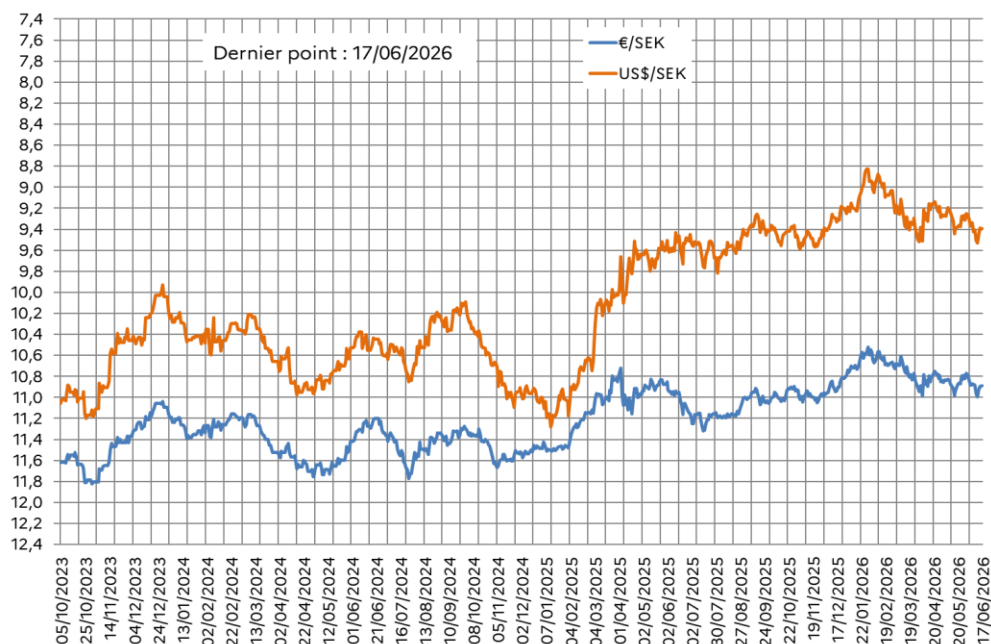
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

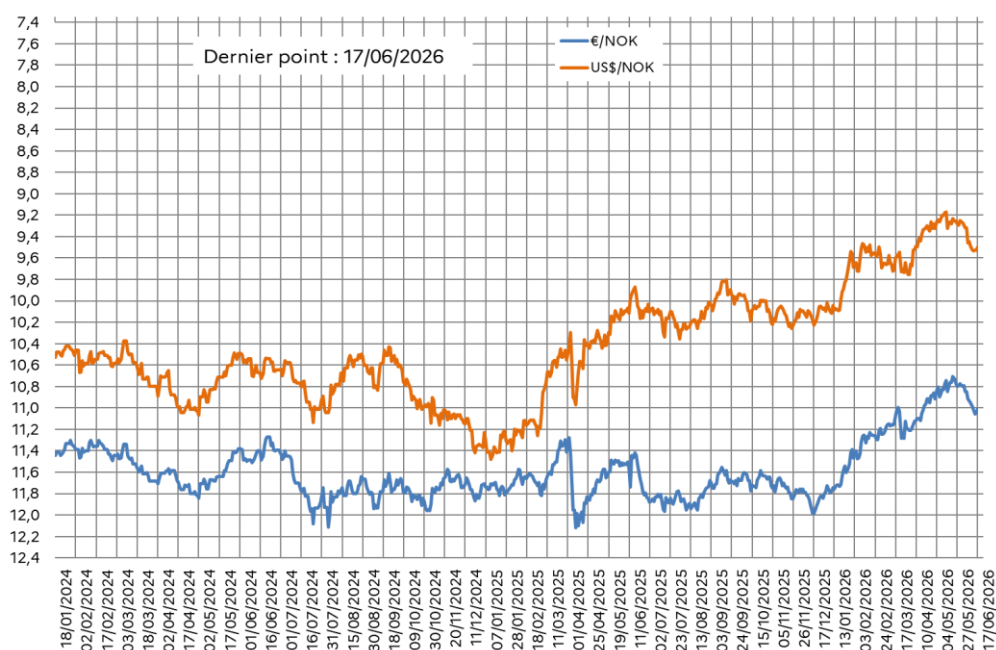
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot, A. Janssens), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, G. Bayle), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, M. Dein), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, J. Picard, W. Daehn-Viellard) et de l'ambassade de France en Islande (G. Wagner, M. Kuntzmann).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr